



CHARTRE ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIQUE CONSULTANT

BILAN DE COMPÉTENCES

Référence documentaire : CH-ETH-01
Version : V1.0
Date d'application : 01/01/2026
Date de révision prévue : 01/01/2027
Responsable : Direction G2R Formation

La charte éthique et déontologique telle que définie par la société G2R est la base indispensable à tout travail Collaboratif entre et avec ses salariés et collaborateurs indépendants dans le cadre de la prestation du bilan de compétences.

Elle établit les valeurs et obligations des professionnels auprès de ses clients et financeurs et fixe les normes minimales de déontologie, de pratiques et de performances professionnelles

1/ SUR LA DÉMARCHE DU BILAN DE COMPÉTENCES

La démarche du bilan de compétences réclame l'application des principes généraux de l'éthique professionnelle par le respect de la personne humaine, indépendance de jugement et d'action, honnêteté, **neutralité**, respect de la confidentialité professionnelle (articles 226-13 et 226-14 du code pénal).

Les professionnels s'engagent à mettre tout en œuvre dans le traitement rapide des demandes de personnes désireuses de s'informer sur le bilan de compétences.

Les professionnels s'engagent à ne pas outrepasser leurs rôles et se garder de toute dérive à prétention thérapeutique, de prosélytisme, ou de manipulation psychologique.

Les professionnels s'engagent à connaître et faire appliquer les lois et règlements et, en particulier, la partie VI du Code du Travail pour les actions de Formation Professionnelle Continue et se tenir informés de leurs évolutions.

Le centre de bilan de compétences doit avoir une offre claire et compréhensible pour le bénéficiaire.

La méthodologie, le coût, les objectifs et les modalités doivent être stipulés (Exemple : temps en distanciel et temps en présentiel...)

L'information proposée par le centre de bilan de compétences doit conduire à l'absence de confusion ou de liaison entretenue entre les activités de bilan de compétences et les autres activités dès lors qu'elles sont réalisées au sein d'une même structure.

La démarche du bilan doit comprendre les 3 phases prévues par les textes législatifs et réglementaires (art. R-6313-4 du décret 2018-1330 du 28 décembre 2018).

Le bilan de compétences doit être une prestation personnalisée dont l'approche se fait en fonction du besoin de la personne tant dans la durée que dans le choix des outils et méthodologies utilisés.

Le centre de bilan de compétences s'engage à recourir à des méthodes et techniques fiables ou reconnues par la communauté professionnelle, mises en œuvre par des professionnels qualifiés dont les compétences peuvent être justifiées.



Le centre de bilan de compétences respecte le consentement du bénéficiaire pour tout usage d'outils ou méthodes d'investigation de ses caractéristiques personnelles ou professionnelles. La nature et la teneur des investigations menées doit avoir un lien direct avec l'objet du Bilan de compétences du bénéficiaire.

Le centre de bilan doit proposer une rencontre à 6 mois afin de faire le point de la situation avec le bénéficiaire.



EN OUTRE, LE BILAN PROPOSÉ DOIT :

Permettre au bénéficiaire d'élaborer un ou des projets professionnels personnalisés définissant des stratégies d'action et les axes de progrès, que ces projets comportent ou non une dimension formation.

Engager avec le bénéficiaire une relation qui responsabilise le bénéficiaire et le conduit à être acteur de son bilan. Accompagner le bénéficiaire dans l'identification de ses acquis et de ses caractéristiques personnelles et professionnelles sous une forme compréhensible et exploitable par lui-même sur le marché du travail.

Proposer une information sur les métiers et les secteurs grâce à des personnes et des lieux ressources.

Remettre au bénéficiaire un document de synthèse et lui rappeler le caractère confidentiel de ce support.

Évaluer avec le bénéficiaire la qualité de la prestation réalisée.

2/ LES ACCOMPAGNANTS S'ENGAGENT A :

Compétences professionnelles

- ✓ Répondre aux besoins du bénéficiaire par un niveau d'expertise et de connaissance en lien avec **la prestation demandée.**
- ✓ Faire évoluer leur pratique grâce à des actions d'analyse de la pratique professionnelle, la supervision et la formation.

Le contexte et les limites

- ✓ Créer un environnement favorable pour répondre au besoin du bénéficiaire dans la prise en compte de sa demande.
- ✓ Favoriser le lien avec d'autres professionnels dans l'hypothèse où les compétences professionnelles de l'accompagnant ne seraient plus en adéquation avec la demande du bénéficiaire.

▪ Intégrité

- ✓ Respecter la confidentialité et à ne divulguer aucune information, sauf accord écrit avec le bénéficiaire.
- ✓ Agir dans le cadre strictement légal et ne pas encourager une conduite ou habitude malhonnête, déloyale, non professionnelle ou discriminatoire.

▪ Professionnalisme

- ✓ Répondre aux besoins du bénéficiaire et du financeur en se conformant au programme prévu dans le cadre des prestations proposées par la structure.
- ✓ Respecter les droits de propriété intellectuelle et s'interdire toute appropriation des travaux de tiers.
- ✓ Veiller à expliciter clairement les compétences, les qualifications ou les accréditations professionnelles.

La présence d'un psychologue ou de toute personne dûment habilitée est requise si des outils/méthodes relevant de ce champ disciplinaire sont utilisés en cours de bilan.

3/ LOCALISATION

Les rendez-vous doivent être réalisés dans les seuls lieux référencés par G2R.

En cas de réalisation à distance, le professionnel devra s'assurer que le bénéficiaire est bien seul dans la pièce et qu'il a bien le matériel nécessaire pour assurer une parfaite réalisation de l'entretien. (Matériel et connexion).



4/ LES OBLIGATIONS DU CENTRE DE BILANS

A partir du 1er Janvier 2022, le centre devra être certifié par le label qualité Qualiopi et avoir été habilité par au moins un OPACIF en 2018.

Il devra répondre au processus qualité défini par France Compétences en 2020/2021.

En signant cette charte, nous nous engageons à la respecter.

Tout manquement à celle-ci conduirait G2R à ne plus référencer le professionnel avec qui nous avons des engagements.

À Paris, le :1^{er} Janvier 2025
Henry Gabbay, Président
Signature et cachet

Le consultant

Nom :
Prénom :
« Lu et approuvé » :
Signature

